Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 9 octobre 1953, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux ventes et aux prêts à tempérament", a donné le 11 janvier 1954 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 9e October 1953 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de verkoop en de lening op afbetaling", heeft de 11e Januari 1954 het volgend advies gegeven

Le projet de loi relatif aux ventes et aux prêts à tempérament contient des dispositions appartenant à plusieurs ordres d'idées.

Tout d'abord , il soumet ces contrats à certaines conditions de forme afin de renseigner l'acheteur ou l'emprunteur sur les conditions exactes auxquelles il traite.

Dans le but d'éviter des achats inconsidérés qui dépassent les moyens des acheteurs, le projet impose le paiement préalable à la livraison d'un acompte minimum de 15 p.c. et des frais. Il permet au Roi d'augmenter le pourcentage minimum de l'acompte par groupe d'objets. Le Gouvernement pourra, de cette manière , empêcher un recours excessif aux ventes à tempérament et agir ainsi sur le volume des crédits accordés pour financer ce genre d'opérations.

Le projet contient des dispositions destinées à protéger l'acheteur ou l'emprunteur contre des clauses draconiennes dont il ne saisit pas toujours la portée.

Il donne le pouvoir au juge de modifier les peines imposées par le vendeur en cas d'inobservation de la convention. Il répute non écrites les clauses contenant une condition résolutoire expresse, sauf lorsqu'elles sont stipulées pour les cas qu'il précise.

Enfin, le projet prohibe l'usage des traites acceptées et des billets à ordre, sauf si l'acheteur ou l'emprunteur est inscrit au registre du commerce.

+

+ +

.../...

En accord avec les délégués du Gouvernement, le Conseil d'Etat propose d'introduire plusieurs modifications dans les articles relatifs au champ d'application de la loi.

Afin de soustraire à la législation projetée les ventes dans lesquelles un acompte est versé à la commande, un acompte à la livraison et le solde ultérieurement, le texte du nouvel article 1er précise que pour qu'il y ait vente à tempérament, il faut que les versements soient échelonnés sur une durée d'au moins nonante jours à partir de la livraison.

Le nouveau texte précise également que seule la vente de biens meubles corporels tombe sous l'application de la loi . L'exception prévue à l'article 2, alinéa 5, relative aux ventes de valeurs à lots, peut donc être omise.

L'article 1er, 2°, du projet range parmi les prêts à tempérament "toute avance remboursable en tout ou en partie par des versements partiels ...". Il résulte des précisions fournies au Conseil d'Etat qu'il faut entendre par avances, les opérations qui sont réalisées par la remise de titres d'achat, tels que bons d'achat, coupons d'achat, etc ...

Les fonctionnaires délégués ont également précisé que, contrairement à ce que l'on pourrait déduire de l'article 2, 6°, le Gouvernement n'entendait pas soustraire à l'application de la loi les opérations effectuées par des institutions d'épargne et de crédit créées ou réglées par une loi spéciale. Il entend simplement soustraire ces institutions au contrôle du Ministère des Affaires économiques dans la mesure qui sera précisée dans le chapitre relatif

.../...

au contrôle et à la surveillance. En effet, le Gouvernement estime superflu de soumettre ces institutions à un nouveau contrôle pour autant qu'elles soient déjà soumises à un contrôle de même nature.

Les modifications introduites par le Conseil d'Etat dans les articles 8 et 12, relatifs aux clauses résolutoires expresses ou aux clauses pénales stipulées dans les contrats, n'ont d'autre objet que la correction de la terminologie juridique.

L'article 16 interdit l'usage de traites acceptées ou de billets à ordre lorsque l'acheteur ou l'emprunteur à tempérament n'est pas inscrit au registre du commerce. Toutefois, pour ne pas nuire à la sécurité du crédit en matière cambiaire, cette disposition n'aura pas d'effet sur la validité des traites et billets à ordre créés en violation de la loi. La méconnaissance de l'article 16 entraîne uniquement l'application de sanctions administratives.

L'exposé des motifs justifie cette interdiction par deux considérations. Tout d'abord, l'emploi de la lettre de change ou de la promesse ne permet pas d'accorder de délai au débiteur malheureux; ensuite, le tiré ou le souscripteur de la promesse ne peut opposer au tiers porteur les exceptions qu'il aurait pu faire valoir contre le vendeur.

Le système du Gouvernement permet d'accorder des délais au débiteur malheureux, mais en ce qui concerne l'inopposabilité des exceptions il n'assure pas complètement la protection de l'acheteur. En effet, le projet n'interdit pas les clauses conventionnelles par lesquelles l'acheteur s'engage à ne pas faire

.../...

valoir contre le tiers cessionnaire de la créance du vendeur, les exceptions qu'il aurait contre le vendeur du chef de l'exécution du contrat de vente lui-même. Dans l'intention du Gouvernement, les exceptions que l'acheteur pourrait tirer de la violation, dans le contrat de vente, des dispositions d'ordre public inscrites dans le projet, pourront seules être opposées au tiers cessionnaire, nonobstant toutes conventions contraires.

\+

\+ +

Le projet n'érige pas en délit toute violation de ses dispositions. Le plus souvent, les sanctions seront purement civiles. Si le contrat n'est pas rédigé par écrit ou s'il omet de contenir les mentions imposées par la loi, l'obligation de l'acheteur sera réduite au montant du prix au comptant de l'objet. Il en est de même si le vendeur permet à l'acheteur de s'acquitter par plusieurs versements du paiement de l'acompte.

Dans l'intention du Gouvernement, la pratique de la vente ou du prêt à tempérament n'est pas soumise à autorisation. Toute personne peut vendre ou prêter, mais elle ne peut le faire qu'en respectant les obligations de la loi. L'activité des personnes qui méconnaîtraient les dispositions légales pourra être interdite temporairement par l'administration. A cette fin, celle-ci est investie de pouvoirs de contrôle qui nécessitent plusieurs observations.

.../...

L'article 18 énumère les personnes soumises aux mesures de contrôle. Le vendeur y est soumis sauf lorsqu'il transfère à un tiers tout ou partie de ses droits ou actions. Dans ce cas, le tiers seul est contrôlé. Le projet ne traduit pas exactement la pensée de ses auteurs, puisque ceux-ci n'entendent pas soumettre au contrôle le tiers du seul fait qu'il se fait céder, après la conclusion du contrat de vente, tout ou partie des droits du vendeur.

Le Conseil d'Etat n'a pu, d'après les renseignements qui lui ont été donnés, déterminer les critères suivant lesquels le contrôle des personnes qui assurent le financement prendra la place de celui qui est exercé sur le vendeur. Il ne lui a donc pas été possible de proposer un nouveau texte à cet égard.

Le projet prévoit plusieurs mesures de contrôle, et tout d'abord, l'inscription au Ministère des Affaires économiques. Cette disposition n'a d'autre portée que de permettre à l'administration de connaître les personnes ou les organismes qu'elle doit contrôler. A la différence de certaines lois, telle la loi du 25 octobre 1919 sur la mise en gage du fonds de commerce, l'escompte et le gage de la facture (articles 7 et 14), qui prescrit l'agréation, l'administration est tenue de procéder à l'inscription de celui qui en fait la demande, pour autant qu'il produise les modèles des contrats qu'il compte utiliser et les tarifs qu'il compte appliquer. L'inscription n'est donc ni une autorisation, ni une agréation.

L'article 22 prévoit que l'inscription peut être suspendue par le Ministre des Affaires

.../...

économiques pendant une période qui ne peut excéder un an. La portée de cette mesure est en réalité d'interdire temporairement l'activité du vendeur ou du prêteur à tempérament. Il conviendrait que le texte traduise plus nettement cette intention.

Le projet permet aux agents qualifiés du Ministère des Affaires économiques de prendre connaissance des contrats conclus avec la clientèle, de la correspondance et de tout document utile à l'accomplissement de leur mission. Ces fonctionnaires, n'ayant pas le droit de perquisition, ne pourront contraindre les vendeurs ou les sociétés de financement contrôlées à leur communiquer leurs pièces. Les moyens de contrainte sont indirects. L'administration dispose de la sanction générale prévue en cas d'inobservation de la loi, c'est-à-dire l'interdiction pour une durée limitée de la vente ou du prêt à tempérament. Cette sanction administrative d'une particulière gravité présente dans ce cas certains inconvénients. Si l'administration pense , à tort, que le vendeur dissimule des pièces ou si elle constate au cours d'une visite l'existence de documents mais se heurte à un refus de communication parce que le vendeur prétend qu'ils ne sont pas en rapport avec les contrats, l'interdiction sanctionnera immédiatement l'attitude du vendeur alors que la conviction de l'administration, juge et partie dans la cause, est peut-être erronée.

Le Conseil d'Etat propose donc de ne pas soumettre à une sanction administrative le refus de communication des pièces. Une sanction pénale pourrait y être éventuellement substituée. Pareil système confierait au pouvoir judiciaire le soin de constater et de réprimer le refus de communication des pièces.

L'article 19 oblige les intéressés à permettre à l'administration de prendre connaissance non seulement des contrats conclus mais également de la correspondance, sans même exiger que celle-ci soit en rapport direct avec le contrat. Dans ces conditions, des correspondances postérieures au contrat et qui, normalement, devraient être protégées par le secret professionnel, risquent ainsi d'être divulguées.

Or, le législateur s'est efforcé jusqu'à présent de sauvegarder, dans la mesure du possible, le principe de haute moralité qui commande le respect de l'intimité des correspondances.

Certes, le projet trouve à cet égard un précédent dans l'article 7, 5°, de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions relatives à l'approvisionnement du pays, mais cette disposition exorbitante ne s'explique que par les circonstances exceptionnelles où elle a été édictée.

En ce qui concerne la communication de la correspondance, l'article 19 confère à l'administration un pouvoir plus large que ne le fait l'article 44 du Code des taxes assimilées au timbre, renforcé récemment par la loi du 27 juillet 1953. Cette dernière disposition ne permet aux agents du fisc que de se faire communiquer les copies de lettres et tous livres, registres ou documents comptables relatifs à l'activité commerciale ou professionnelle des redevables de la taxe, mais non la correspondance émanant des clients.

.../...

Le Conseil d'Etat propose en conséquence de n'imposer que la communication des seuls documents ayant un rapport direct avec le contrat.

+

+ +

La disposition de l'article 24, alinéa 3, permettant au juge d'ordonner l'exécution provisoire de sa condamnation, est sans exemple en droit belge. Elle est contraire aux principes fondamentaux de la procédure pénale qui ne permet l'exécution de la peine que lorsque la condamnation est devenue définitive.

+

+ +

L'article 1907 , alinéa 2, du Code civil dispose que dans les conventions de prêts remboursables au moyen d'annuités, le taux de l'intérêt et le taux stipulé pour reconstituer le capital doivent être fixés par clauses distinctes de l'acte.

Il conviendrait de préciser dans quelle mesure cet article peut avoir éventuellement une incidence sur les prêts à tempérament.

+

+ +

Sous réserve de ces observations, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui sont contenues dans le texte ci-après :

PROJET DE LOI SUR LES VENTES ET LES PRETS A TEMPERAMENT.

... (préambule comme au projet) ...

CHAPITRE 1er. CHAMP D'APPLICATION.

Article 1er.-

Par vente à tempérament au sens de la présente loi, il faut entendre toute convention, quelle que soit sa qualification ou sa forme, qui doit normalement emporter acquisition de meubles corporels dont le prix, en tout ou en partie, est payable par des versements échelonnés sur une durée d'au moins 90 jours à partir de la livraison.

Par prêt à tempérament au sens de la présente loi, il faut entendre tout prêt ainsi que toute avance réalisée par la remise de titres d'achat dont le remboursement s'effectue par des versements échelonnés sur une durée d'au moins 90 jours à partir de la remise des fonds ou des titres d'achat.

.../...

Article 2.-

§ 1er. Ne tombent pas sous l'application de la présente loi :

1° les ventes à tempérament de meubles corporels destinés à être revendus tels quels ou transformés, ainsi que les prêts à tempérament consentis en vue de financer ces opérations;

2° les ventes et les prêts à tempérament occasionnels effectués sans but de lucre;

3° les ventes et les prêts à tempérament effectués par des organismes poursuivant des fins philantropiques ou scientifiques;

4° les prêts hypothécaires.

§ 2. Sont également exclus de l'application de la présente loi les ventes et les prêts à tempérament dont le montant est supérieur à une somme que le Roi détermine après avoir pris l'avis de la Banque nationale et de la Commission bancaire.

CHAPITRE II. - DES VENTES A TEMPERAMENT.

Article 3.-

Sans préjudice des règles régissant la preuve en droit commun, les ventes à tempérament doivent faire l'objet d'un contrat rédigé en autant d'exemplaires qu'il y a de parties contractantes ayant un intérêt distinct.

.../...

Article 4.-

§ 1er. Les contrats de vente à tempérament doivent mentionner :

1° l'identité ainsi que le domicile ou le siège social de l'acheteur;

2° l'identité, le domicile ou le siège social du vendeur et, le cas échéant, son numéro d'inscription au registre du commerce ainsi que son numéro d'inscription au Ministère des Affaires économiques;

3° la spécification de l'objet vendu;

4° le prix auquel cet objet peut être acquis au comptant;

5° la majoration due pour l'ensemble des frais;

6° la majoration due pour les intérêts ainsi que le taux d'intérêt annuel calculé en tenant compte de l'échelonnement des versements;

7° le prix global de vente à tempérament;

8° le montant de l'acompte;

9° le prix restant à payer, après déduction de l'acompte et des frais;

10° le nombre et le montant ainsi que la périodicité ou les échéances successives des versements.

§ 2. Lorsque le vendeur cède ou se réserve de céder ses droits en tout ou en partie à un tiers déterminé, le contrat doit mentionner en outre l'identité, le domicile ou le siège social de ce tiers et, le cas échéant, son numéro d'inscription au Ministère des Affaires économiques.

.../...

§ 3. Lorsque le contrat contient une clause de réserve de propriété, il doit reproduire le texte de l'article 491 du Code pénal.

Article 5.-

Aucune vente à tempérament ne peut se faire sans paiement d'un acompte. Cet acompte ne peut être inférieur à 15 p.c. du prix de vente au comptant.

Le vendeur ne peut livrer l'objet avant que l'acompte, additionné des frais prévus à l'article 4, § 1er, 5°, n'ait été effectivement payé. Le vendeur ne peut accepter que l'acheteur s'acquitte de ce paiement par des versements échelonnés.

Article 6.-

Le Roi peut, après avoir pris l'avis de la Banque nationale et de la Commission bancaire, imposer par groupe d'objets un pourcentage supérieur à celui qui est fixé par l'article 5, ainsi qu'un délai maximum dans lequel le paiement intégral devra être effectué.

Article 7.-

En cas d'inobservation de l'article 3 ou de l'article 5, de même qu'en cas d'omission d'une des mentions prévues à l'article 4, § 1er, les obligations de l'acheteur sont réduites de plein droit au prix de vente au comptant de l'objet; le bénéfice de l'échelonnement des versements lui est maintenu.

.../...

Article 8.-

§ 1er. Le vendeur peut résilier la vente si l'acompte, additionné des frais, prévu à l'article 5, n'a pas été payé par l'acheteur dans les dix jours du dépôt à la poste d'une lettre recommandée contenant mise en demeure. Le vendeur doit notifier à l'acheteur sa décision de résilier la vente dans la lettre de mise en demeure.

§ 2. La condition résolutoire expresse est réputée non écrite, sauf lorsqu'elle est stipulée :

1° pour le cas où l'acheteur serait en défaut de paiement d'au moins deux versements ou d'une somme équivalente à 20 p.c. du prix global de vente à tempérament et ne se serait pas exécuté un mois après le dépôt à la poste d'une lettre recommandée contenant mise en demeure;

2° pour le cas où l'acheteur aliénerait l'objet avant le paiement du prix ou en ferait un usage contraire aux stipulations du contrat, alors que le vendeur se serait réservé la propriété de l'objet en se conformant à l'article 4, § 3.

§ 3. En cas d'inexécution de la convention, le juge peut, même d'office, réduire la peine qui aurait été prévue par les parties, en tenant compte du préjudice réel.

Article 9.-

Toute indication de prix relative à une vente à tempérament faite par affiche, par voie de

.../...

circulaire, dans la presse, ou autrement, doit énoncer le prix auquel l'objet peut être acquis au comptant, le prix global à payer dans le cas d'une vente à tempérament et le montant de l'acompte.

CHAPITRE III.-DES PRETS A TEMPERAMENT.

Article 10.-

Sans préjudice des règles régissant la preuve en droit commun, les prêts à tempérament doivent faire l'objet d'un contrat rédigé en autant d'exemplaires qu'il y a de parties contractantes ayant un intérêt distinct.

Article 11.-

Les contrats de prêts à tempérament doivent mentionner :

1° l'identité ainsi que le domicile ou le siège social de l'emprunteur;

2° l'identité, le domicile ou le siège social du prêteur et, le cas échéant, son numéro d'inscription au registre du commerce ainsi que son numéro d'inscription au Ministère des Affaires économiques;

3° la somme effectivement remise à l'emprunteur;

4° la majoration due pour l'ensemble des frais;

5° la majoration due pour les intérêts, ainsi que le taux d'intérêt annuel calculé en tenant compte de l'échelonnement des versements;

6° la somme totale à payer par l'emprunteur;

7° le nombre et le montant ainsi que la périodicité ou les échéances successives des versements de l'emprunteur.

Article 12.-

Le Roi peut, après avoir pris l'avis de la Banque nationale et de la Commission bancaire, imposer pour une ou plusieurs catégories de prêts, un délai maximum de remboursement à stipuler dans le contrat.

Article 13.-

En cas d'inobservation de l'article 10 ou en cas d'omission d'une des mentions prévues à l'article 11, les obligations de l'emprunteur sont réduites de plein droit à la somme visée à l'article 11, 3°; le bénéfice de l'échelonnement des versements lui est maintenu.

Article 14.-

§ 1er. La condition résolutoire expresse est réputée non écrite, sauf lorsqu'elle est stipulée pour le cas où l'emprunteur serait en défaut de paiement d'au moins deux versements ou d'une somme équivalente à 20 p.c. du montant du prêt et ne se serait pas exécuté un mois après le dépôt à la poste d'une lettre recommandée contenant mise en demeure.

§ 2. En cas d'inexécution de la convention, le juge peut, même d'office, réduire la peine qui aurait été prévue par les parties, en tenant compte du préjudice réel.

.../...

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS COMMUNES.

Article 15.-

Un article 3 ter, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 18 août 1887 relative à l'incessibilité et à l'insaisissabilité des salaires des ouvriers :

"Article 3 ter.- En matière de ventes et de prêts à tempérament réglementés par la loi, les salaires et appointements visés aux articles 1er et 2, alinéa 1er, ne sont cessibles que jusqu'à concurrence d'un cinquième. Les salaires et appointements des enfants mineurs non émancipés sont incessibles et insaisissables pour leur totalité.".

Article 16.-

La clause du contrat de louage de travail autorisant l'employeur à congédier sans préavis le membre de son personnel dont le salaire ou les appointements seraient l'objet d'une cession ou d'une saisie à l'occasion d'une vente ou d'un prêt à tempérament, ne lie pas le juge appelé à apprécier les motifs invoqués à l'appui d'un renvoi sans préavis.

Article 17.-

... (article 16 du projet du Gouvernement, sous réserve des observations figurant dans l'avis) ...

.../...

Article 18.-

Un article 43 ter, rédigé comme suit, est inséré dans le livre préliminaire du Code de procédure civile :

"Article 43 ter.- Les litiges en matière de vente et de prêts à tempérament, réglementés par la loi qui leur est spéciale, seront portés devant la juridiction compétente du domicile de l'acheteur ou de l'emprunteur.

L'article 43 bis, II et III, est applicable à ces litiges.".

Article 19.-

En matière de ventes et de prêts à tempérament, le ministère des avoués est facultatif devant les tribunaux de première instance et les cours d'appel; les frais de leur intervention n'entrent pas en taxe.

CHAPITRE V. - CONTROLE ET SURVEILLANCE.

Article 20.-

Sont soumises à la surveillance du Ministre des Affaires économiques, les personnes physiques ou morales qui habituellement, à titre principal ou accessoire :

1° ... (voir les observations de l'avis) ...

2° ... (voir les observations de l'avis) ...

3° consentent des prêts à tempérament.

.../...

Les institutions d'épargne ou de crédit créées ou régies par une loi spéciale et les sociétés agréées par ces institutions ne sont pas soumises à cette surveillance pour les opérations qui seront déterminées par le Roi.

Article 21.-

Les personnes visées à l'article 20 ne peuvent pratiquer des opérations tombant sous l'application de la présente loi sans s'être fait inscrire au Ministère des Affaires économiques.

La demande d'inscription doit être accompagnée d'un modèle des contrats utilisés et des tarifs appliqués.

L'inscription des demandes qui répondent à l'alinéa 2 se fait d'office.

Article 22.-

§ 1er. Les personnes visées à l'article 20 sont tenues de communiquer sans délai au Ministre des Affaires économiques les modifications qu'elles apportent aux contrats qu'elles utilisent et aux tarifs qu'elles appliquent.

Elles doivent transmettre au même Ministre, aux dates et dans les conditions à déterminer par le Roi, des états statistiques relatifs aux opérations qu'elles concluent.

§ 2. Elles doivent permettre aux agents qualifiés du Ministère des Affaires économiques de

.../...

prendre connaissance des contrats conclus avec la clientèle et de tous documents en rapport direct avec ces contrats, dont la communication serait nécessaire à l'accomplissement de leur mission.

Article 23.-

Le Ministre des Affaires économiques désigne les agents chargés de veiller à l'application de la présente loi.

Ces agents peuvent prendre connaissance, sur place, des contrats et documents visés à l'article 22, § 2.

Article 24.-

En cas d'inobservation des dispositions de la présente loi, à l'exclusion de l'article 22, § 2, et notamment en cas d'inexactitude constatée dans les mentions prévues aux articles 4 et 11, le Ministre des Affaires économiques peut interdire aux personnes visées à l'article 20, et ce pour une durée maximum d'un an, de conclure des opérations de vente ou de prêt à tempérament soumises à la présente loi.

L'arrêté d'interdiction doit être motivé et son dispositif sera publié au Moniteur belge.

CHAPITRE VI. - DISPOSITIONS PENALES.

Article 25.-

Est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 francs à 10.000 francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui, abusant

.../...

des faiblesses, des besoins, des passions ou de l'ignorance de l'acheteur ou de l'emprunteur, se fait accorder pour lui-même ou pour un tiers, dans un contrat de vente ou de prêt à tempérament soumis à la présente loi, des avantages en disproportion manifeste avec la prestation qui en est la contrepartie.

Celui qui commet habituellement des faits constitutifs des infractions prévues à l'alinéa 1er peut être condamné en outre à l'interdiction, pour un terme qui ne dépassera pas trois ans, de pratiquer, même pour compte d'autrui, des ventes ou des prêts à tempérament soumis à la présente loi. La fermeture totale ou partielle de l'établissement où l'infraction a été commise peut, en outre, être ordonnée pour la même durée.

Le juge saisi de l'action civile peut, sur la demande de la partie lésée, réduire les obligations de l'acheteur au prix de vente au comptant de l'objet, et celles de l'emprunteur à la somme qui lui a été effectivement remise, le bénéfice de l'échelonnement des versements leur étant maintenu.

Article 26.-

Celui qui, directement ou indirectement, ou par personne interposée, pratique habituellement des opérations de vente ou de prêt à tempérament soumises à la présente loi, sans s'être fait inscrire au Ministère des Affaires économiques, ou pratique ces opérations nonobstant l'interdiction administrative ou judiciaire, ou celui qui ne respecte pas l'ordre de fermeture de l'établissement, sera puni d'un

.../...

emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 à 50.000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Le juge peut prononcer en outre l'interdiction définitive ou temporaire de pratiquer des opérations de vente ou de prêt à tempérament soumises à la présente loi.

Article 27.-

Le livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, est applicable aux infractions prévues par la présente loi.

CHAPITRE VII. - ENTREE EN VIGUEUR.

Article 28.-

La présente loi n'est applicable qu'aux contrats conclus après son entrée en vigueur.

Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur des articles 20 à 24 de la présente loi.

Het ontwerp van wet betreffende de verkoop en de lening op afbetaling bevat bepalingen van uiteenlopende aard.

Vooreerst wordt de vorm van deze overeenkomsten aan bepaalde vereisten gebonden, met het doel de koper of de ontlener nauwkeurig in te lichten over de voorwaarden waarop hij onderhandelt.

Om het doen van onbezonnen aankopen, welke de middelen van de kopers niet veroorloven, tegen te gaan, eist het ontwerp dat vóór de levering een voorschot van ten minste 15 t.h. plus de kosten worden betaald. De Koning wordt gemachtigd, het minimumpercentage van het voorschot per groep van voorwerpen te verhogen. Derwijze zal de Regering kunnen verhinderen, dat van de verkoop op afbetaling een buitensporig gebruik wordt gemaakt, en zal zij invloed kunnen oefenen op de omvang der kredieten, welke voor de financiering van dat soort verrichtingen worden verleend.

Andere bepalingen van het ontwerp dienen om de koper of de ontlener te beschermen tegen overdreven strenge bedingen, waarvan hij de strekking niet altijd vat.

Voorts wordt de rechter bevoegd gemaakt om wijziging te brengen in de straffen, welke de verkoper op niet-naleving van de overeenkomst heeft gesteld. Clausules die een uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde bevatten, worden geacht niet te zijn geschreven, behalve wanneer zij zijn vastgesteld voor de gevallen welke het ontwerp aangeeft.

.../...

Tenslotte verbiedt het ontwerp het gebruik van geaccepteerde wissels en van orderbriefjes, behalve wanneer de koper of ontlener in het handelsregister is ingeschreven.

\+

\+ \+

In overleg met de gemachtigden van de Regering stelt de Raad van State voor, in de artikelen betreffende het geldingsgebied van de wet enige wijzigingen aan te brengen.

Opdat een verkoop, waarbij een voorschot bij de bestelling, een voorschot bij de levering en het saldo nadien worden gestort, niet onder de ontworpen wetgeving zou vallen, bepaalt de tekst van het nieuwe artikel 1, dat er geen verkoop op afbetaling is indien de stortingen niet regelmatig zijn verspreid over een tijdperk van tenminste negentig dagen te rekenen van de levering.

De nieuwe tekst bepaalt eveneens, dat alleen de verkoop van lichamelijke roerende goederen onder de toepassing van de wet valt. De uitzondering vermeld in artikel 2, vijfde lid, betreffende de verkoop van premiëffecten, kan dus vervallen.

Artikel 1, 2°, rekent tot de leningen op afbetaling "elk voorschot, geheel of ten dele terugbetaalbaar door gedeeltelijke stortingen...". Naar aan de Raad van State werd verklaard, moeten onder voorschotten worden verstaan, de verrichtingen door afgifte van aankoopbewijzen, zoals aankoopbons, aankoopcoupons, enz...

.../...

De gemachtigde ambtenaren hebben eveneens verklaard, dat de Regering, in tegenstelling met wat men uit artikel 2, 6°, zou kunnen afleiden, niet de bedoeling heeft, verrichtingen van spaar- en kredietinstellingen die door een bijzondere wet zijn opgericht of geregeld, aan de toepassing van de onderhavige wet te onttrekken. Deze instellingen wil zij gewoon aan de contrôle van het Ministerie van Economische Zaken onttrekken, en wel in die mate als in het hoofdstuk betreffende contrôle en toezicht zal worden bepaald. De Regering vindt het immers overbodig deze instellingen aan een nieuwe contrôle te onderwerpen, voor zover zij reeds aan een soortgelijke contrôle zijn onderworpen.

De wijzigingen, door de Raad van State aangebracht in de artikelen 8 en 12, welke betrekking hebben op het uitdrukkelijke ontbindend beding of op de strafbedingen in de contracten, hebben geen ander doel dan de rechtsterminologie te verbeteren.

Artikel 16 verbiedt het gebruik van geaccepteerde wissels of van orderbriefjes, wanneer de koper of de ontlener op afbetaling niet in het handelsregister is ingeschreven. Om evenwel de veiligheid van het krediet in zaken van wissels niet in het gedrang te brengen, zal deze bepaling geen uitwerking hebben ten aanzien van de geldigheid der met schending van de wet gecreëerde wissels en orderbriefjes. Overtreding van artikel 16 heeft alleen de toepassing van administratieve sancties tot gevolg.

.../...

Om dit verbod te rechtvaardigen, voert de memorie van toelichting twee overwegingen aan. Vooreerst laat het gebruik van de wisselbrief of van een promesse niet toe, de schuldenaar die tegenslag heeft uitstel te verlenen; vervolgens kan de betrokkene of de ondertekenaar van de promesse zich tegen de derde houder niet beroepen op de excepties die hij tegen de verkoper had kunnen doen gelden. Het stelsel van de Regering maakt het mogelijk, aan de schuldenaar die tegenslag heeft, uitstel toe te staan, maar wat betreft onmogelijkheid om zich op de excepties te beroepen, vrijwaart het de koper niet volkomen. Het ontwerp verbiedt immers niet de bedingen waarbij de koper zich er toe verbindt, tegen de derde, die de schuldvordering van de verkoper overneemt, de excepties te doen gelden waarover hij uit hoofde van de uitvoering van het koopcontract zelf tegen de verkoper zou beschikken. In de opvatting van de Regering kunnen, niettegenstaande elk strijdig beding, tegen de derde die overnemer is alleen worden ingeroepen de excepties, welke de koper zou kunnen halen uit het feit dat het koopcontract de in het ontwerp neergelegde bepalingen van dwingend recht overtreedt.

\+

\+ \+

Het ontwerp beschouwt niet alle overtredingen van de daarin neergelegde bepalingen als wanbedrijven. Meestal zijn de sancties zuiver civielrechtelijk. Indien het contract niet schriftelijk is opgesteld of

.../...

indien het de wettelijk opgelegde gegevens niet bevat, wordt de verplichting van de koper verminderd tot het bedrag van de contante prijs van het voorwerp. Hetzelfde geldt indien de verkoper de koper toestaat, het voorschot in verschillende stortingen te betalen.

De Regering is niet voornemens, het verkopen of lenen op afbetaling afhankelijk te stellen van een machtiging. Iedereen mag verkopen of lenen, mits hij het doet onder naleving van de wettelijke voorwaarden. Het bestuur zal diegenen, die de wetsbepalingen niet in acht nemen, tijdelijk kunnen verbieden hun werkzaamheid uit te oefenen. Daartoe wordt het bekleed met een contrôlebevoegdheid, welke tot verschillende opmerkingen aanleiding geeft.

Artikel 18 bepaalt, wie aan de contrôlemaatregelen is onderworpen. De verkoper valt daaronder, behalve wanneer hij zijn rechten of vorderingen geheel of ten dele aan een derde overdraagt. In zodanig geval wordt alleen de derde gecontroleerd. De gedachte van de ontwerpers is niet geheel nauwkeurig weergegeven, want het is niet hun bedoeling de derde aan contrôle te onderwerpen alleen reeds omdat hij zich na de sluiting van het koopcontract de rechten van de verkoper geheel of gedeeltelijk laat overdragen.

Uit de inlichtingen welke hem zijn verstrekt, heeft de Raad van State niet kunnen opmaken, volgens welke maatstaven de contrôle op degenen die voor de financiering zorgen, de plaats zal innemen van de contrôle op de verkoper. Het is de Raad derhalve niet mogelijk, ter zake een nieuwe tekst voor te stellen.

.../...

Het ontwerp stelt verschillende contrôlemaatregelen in het vooruitzicht. In de eerste plaats de inschrijving bij het Ministerie van Economische Zaken. Deze bepaling zal op niets anders neerkomen, dan dat het bestuur te weten komt welke personen of instellingen het dient te contrôleren. In tegenstelling met hetgeen is bepaald in sommige wetten, zoals de wet van 25 October 1919 betreffende het in pand geven van de handelszaak, het disconto en het in pand geven van de factuur (artikelen 7 en 14), welke de toelating voorschrijft, is het bestuur verplicht degene, die daarom verzoekt, in te schrijven mits deze de modellen der contracten, welke hij voornemens is te gebruiken en de tarieven, welke hij wenst toe te passen, overlegt. De inschrijving is dus noch een machtiging, noch een erkenning.

Artikel 22 bepaalt, dat de Minister van Economische Zaken de inschrijving kan schorsen voor een tijdperk van ten hoogste een jaar. In werkelijkheid komt dit hierop neer, dat de werkzaamheid van de verkoper of geldschieter op afbetaling tijdelijk wordt verboden. Deze strekking dient in de tekst duidelijker tot uiting te komen.

Het ontwerp stelt de bevoegde beambten van het Ministerie van Economische Zaken in staat, kennis te nemen van de met de cliëntele gesloten contracten, van de briefwisseling en van alle stukken waarvan inzage dienstig is voor het vervullen van hun opdracht. Deze beambten, die niet het recht hebben om huiszoeking te doen, zullen de verkopers of de gecontroleerde financieringsverenigingen niet kunnen dwingen hun de stukken mede te delen.

.../...

De dwangmiddelen zijn indirect. Het bestuur beschikt over de algemene sanctie bepaald voor het geval van niet-naleving der wet, namelijk het verbod, van een beperkte duur, om op afbetaling te verkopen of te lenen. Aan deze bijzonder ernstige administratieve sanctie zijn in dit geval enige bezwaren verbonden. Wanneer het bestuur ten onrechte meent dat de verkoper stukken achterhoudt, of wanneer het in de loop van een bezoek constateert dat stukken bestaan, waarvan de verkoper echter geen inzage wil geven omdat zij volgens hem niets met het contract uitstaande hebben, treft het verbod onmiddellijk de verkoper, terwijl toch de overtuiging van het bestuur-rechter en partij in de zaak - mogelijk verkeerd is.

De Raad van State stelt daarom voor, op de weigering om van de stukken inzage te geven geen administratieve sanctie te stellen. Daarvoor zou eventueel een strafrechtelijke sanctie in de plaats kunnen komen. Door zulk een regeling zou het constateren en bestraffen van de weigering, om van de stukken inzage te geven, aan de rechterlijke macht worden opgedragen.

Artikel 19 verplicht de betreffende personen, het bestuur kennis te laten nemen niet alleen van de gesloten contracten maar ook van de briefwisseling, zonder de eis te stellen dat deze rechtstreeks met het contract verband zou houden. Briefwisseling die na het contract is ontstaan en waarvoor normaal gesproken het beroepsgeheim zou moeten gelden, loopt dus gevaar om openbaar te worden.

.../...

De wetgever heeft er zich tot dusver op toegelegd, het hoge morele beginsel, dat de vertrouwelijkheid van de briefwisseling geëerbiedigd dient te blijven, zoveel mogelijk te vrijwaren.

Weliswaar is er in dit opzicht een precedent in artikel 7, 5°, van de besluitwet van 22 Januari 1945 betreffende de beteugeling van de inbreuken betreffende de bevoorrading van het land, maar het buitensporige van deze bepaling valt alleen te verklaren door de uitzonderingsomstandigheden waarin zij is uitgevaardigd.

Inzake mededeling van de briefwisseling, verleent artikel 19 aan het bestuur een ruimere bevoegdheid dan artikel 44 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes, waarvan het bepaalde onlangs door de wet van 27 Juli 1953 is verscherpt. Krachtens deze laatste bepaling kunnen de belastingambtenaren alleen inzage vragen van de afschriften van brieven, en van alle comptabiliteitsboeken, -registers en -documenten betreffende de handels- of beroepsbedrijvigheid van de schuldenaars der taxe, maar niet van de briefwisseling die van cliënten uitgaat.

De Raad van State stelt derhalve voor, alleen de mededeling van de stukken die rechtstreeks met het contract verband houden verplicht te stellen.

\+

\+ \+

.../.

Voor de bepaling van artikel 24, derde lid, welke de rechter in staat stelt te bevelen dat zijn veroordeling bij voorraad uitvoerbaar is, bestaat in het Belgisch recht geen ander voorbeeld. Zij is in strijd met de grondbeginselen van de strafvordering, krachtens welke de straf alleen uitvoerbaar kan zijn wanneer de veroordeling definitief is geworden.

\+

\+ \+

Artikel 1907, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek bepaalt dat in de overeenkomsten van geldleningen door middel van annuïteiten terugbetaalbaar, de rentevoet en het voor de wederherstelling van het kapitaal bepaalde bedrag, moeten vastgesteld worden door afzonderlijke bedingen van de akte.

Men zou er goed aan doen, nader te bepalen welke invloed dit artikel eventueel kan hebben op de leningen op afbetaling.

\+

\+ \+

Onder voorbehoud van vorenstaande opmerkingen stelt de Raad van State voor, in het ontwerp enige vormwijzigingen aan te brengen; deze zijn in de hiernavolgende tekst opgenomen :

.../...

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE VERKOOP EN DE LENING OP AFBETALING.

... (inleiding zoals in het ontwerp) ...

HOOFDSTUK I. - TOEPASSINGSGEBIED.

Artikel 1.-

Onder verkoop op afbetaling verstaat deze wet elke overeenkomst, onder welke benaming of in welke vorm ook, die normaal leidt tot de verkrijging van lichamelijke roerende goederen, waarvan de gehele of gedeeltelijke koopprijs in stortingen moet worden betaald over een duur van ten minste 90 dagen vanaf de levering.

Onder lening op afbetaling verstaat deze wet elke lening alsook elk voorschot toegestaan door afgifte van aankoopbewijzen, waarvan de terugbetaling plaats heeft in gespreide stortingen over een duur van ten minste 90 dagen vanaf de afgifte der geldsom of der aankoopbewijzen.

Artikel 2.-

§ 1. Buiten de toepassing van deze wet vallen :

1° de verkoop op afbetaling van lichamelijke roerende goederen die bestemd zijn om, al dan niet na bewerking, te worden doorverkocht, alsook lening op afbetaling toegestaan om zodanige verrichtingen te financieren ;

2° de toevallige verkoop of lening op afbetaling, zonder winstoogmerk ;

.../...

3° de verkoop of lening op afbetaling door instellingen die een menslievend of wetenschappelijk doel beogen ;

4° de hypothecaire leningen.

§ 2. Buiten de toepassing van deze wet valt eveneens de verkoop of lening op afbetaling waarvan het bedrag hoger is dan een geldsom welke de Koning bepaalt na het advies van de Nationale Bank en van de Bankcommissie te hebben ingewonnen.

HOOFDSTUK II. - VERKOOP OP AFBETALING.

Artikel 3.-

Onverminderd de gemeenrechtelijke regelen inzake bewijslevering, moet voor de verkoop op afbetaling een contract worden opgemaakt in evenveel exemplaren als er contracterende partijen met onderscheiden belangen zijn.

Artikel 4.-

De contracten van verkoop op afbetaling moeten vermelden :

1° de identiteit en de woonplaats of maatschappelijke zetel van de koper ;

2° de identiteit, de woonplaats of maatschappelijke zetel van de verkoper en, bij voorkomend geval, zijn inschrijvingsnummer in het handelsregister en zijn inschrijvingsnummer bij het Ministerie van Economische Zaken;

.../...

3° de nauwkeurige opgave van het verkocht voorwerp ;

4° de prijs waartegen dit voorwerp contant kan worden aangekocht ;

5° de verhoging verschuldigd voor de gezamenlijke kosten

6° de verhoging verschuldigd voor de interesten, alsmede de jaarlijkse rentevoet berekend met inachtneming van de spreiding der stortingen ;

7° de globale prijs van de verkoop op afbetaling ;

8° het bedrag van het voorschot ;

9° de nog te betalen prijs, na aftrek van voorschot en kosten ;

10° het getal, het bedrag en de periodiciteit of de opeenvolgende vervaldagen van de stortingen.

§ 2. Wanneer de verkoper zijn rechten geheel of gedeeltelijk aan een bepaalde derde afstaat of zich voorbehoudt af te staan, moet het contract bovendien vermelden de identiteit, de woonplaats of maatschappelijke zetel van deze derde en, bij voorkomend geval, diens inschrijvingsnummer bij het Ministerie van Economische Zaken.

§ 3. Wanneer in het contract een beding van eigendomsvoorbehoud voorkomt, moet de tekst van artikel 491 van het Wetboek van strafrecht daarin worden opgenomen.

Artikel 5.-

Geen verkoop op afbetaling mag plaats hebben zonder betaling van een voorschot. Dit voorschot mag niet minder dan 15 t.h. van de contantverkoopprijs bedragen.

.../...

De verkoper mag het voorwerp niet leveren alvorens het voorschot, vermeerderd met de in artikel 4, § 1, 5°, bedoelde kosten, werkelijk is betaald. De verkoper mag nietaannemen dat de koper het voorschot in gespreide stortingen afbetaalt.

Artikel 6.-

De Koning kan, na het advies van de Nationale Bank en van de Bankcommissie te hebben ingewonnen, per groep van voorwerpen een hoger percentage dan het in artikel 5 bepaalde opleggen en ook een uiterste termijn voorschrijven binnen welke de volledige geldsom moet worden betaald.

Artikel 7.-

Bij niet-naleving van artikel 3 of van artikel 5, alsmede bij weglating van een der in artikel 4, § 1, voorgeschreven vermeldingen, worden de verplichtingen van de koper van rechtswege tot de contantverkoopprijs van het voorwerp verminderd; de koper behoudt het voordeel van de termijnbetaling.

Artikel 8.-

§ 1. De verkoper kan de koop verbreken, indien de koper het in artikel 5 bedoelde voorschot, vermeerderd met de kosten, niet heeft betaald binnen tien dagen na het posten van een aangetekende brief tot ingebrekestelling. In deze brief moet de verkoper aan de koper kennisgeven van zijn beslissing, de koop te verbreken.

.../...

§ 2. De uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde wordt geacht niet te zijn geschreven, behalve wanneer zij bedongen is:

1° voor het geval dat de koper in gebreke is te betalen ten minste twee stortingen of een bedrag gelijk aan 20 t.h. van de globale verkoopprijs op afbetaling, en dat hij zijn verplichtingen niet is nagekomen een maand na het posten van de aangetekende brief tot ingebrekestelling ;

2° voor het geval dat de koper het voorwerp vervreemdt vóór het betalen van de koopprijs of het gebruikt in strijd met de bedingen van het contract, terwijl de verkoper zich de eigendom van het voorwerp heeft voorbehouden met inachtneming van artikel 4, § 3.

§ 3. Ingeval de overeenkomst niet wordt uitgevoerd, kan de rechter de straf, welke partijen mochten bedongen hebben, zelfs ambtshalve verminderen, rekening houdend met het werkelijk geleden nadeel.

Artikel 9.-

Elke prijsopgaaf bij aanplakbiljet, bij circulaire, in de pers of anders, betreffende een verkoop op afbetaling, moet vermelden de prijs waartegen het voorwerp contant kan worden gekocht, de globale prijs bij verkoop op afbetaling en het bedrag van het voorschot.

.../...

HOOFDSTUK III. - LENING OP AFBETALING.

Artikel 10.-

Onverminderd de gemeenrechtelijke regelen inzake bewijslevering, moet voor een lening op afbetaling een contract worden opgemaakt in evenveel exemplaren als er contracterende partijen met onderscheiden belangen zijn.

Artikel 11.-

De contracten van lening op afbetaling moeten vermelden :

1° de identiteit en de woonplaats of maatschappelijke zetel van de ontlener ;

2° de identiteit, de woonplaats of maatschappelijke zetel van de lener en bij voorkomend geval zijn inschrijvingsnummer in het handelsregister en zijn inschrijvingsnummer bij het Ministerie van Economische Zaken ;

3° de som die aan de ontlener werkelijk is overhandigd ;

4° de verhoging verschuldigd voor de gezamenlijke kosten ;

5° de verhoging verschuldigd voor de intresten, alsmede de jaarlijkse rentevoet berekend met inachtneming van de spreiding der stortingen ;

.../...

6° het totale bedrag door de ontlener te betalen ;

7° het getal, het bedrag en de periodiciteit, of de opeenvolgende vervaldagen van de gespreide stortingen van de ontlener.

Artikel 12.-

De Koning kan, na het advies van de Nationale Bank en van de Bankcommissie te hebben ingewonnen, voor een of meer soorten van leningen een uiterste termijn van terugbetaling bepalen, welke in het contract moet worden bedongen.

Artikel 13.-

Bij niet-naleving van artikel 10 of bij weglating van een der in artikel 11 voorgeschreven vermeldingen, worden de verplichtingen van de ontlener van rechtswege tot de in artikel 11, 3°, bedoelde som verminderd; de ontlener behoudt het voordeel van de termijnbetaling.

Artikel 14.-

§ 1. De uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde wordt geacht niet te zijn geschreven, behalve wanneer zij bedongen is voor het geval dat de ontlener in gebreke is te betalen ten minste twee stortingen of een bedrag gelijk aan 20 t.h. van het beloop der lening, en dat hij zijn verplichtingen niet is nagekomen een maand na het posten van een aangetekende brief tot ingebrekestelling.

.../...

§ 2. Ingeval de overeenkomst niet wordt uitgevoerd, kan de rechter de straf, welke partijen mochten bedongen hebben, zelfs ambtshalve verminderen, rekening houdend met het werkelijk geleden nadeel.

HOOFDSTUK IV. - GEMENE BEPALINGEN.

Artikel 15.-

In de wet van 18 Augustus 1887 betreffende de onvatbaarheid voor overdracht en beslag van het loon der werklieden, wordt een artikel 3 ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 3 ter.- In zake verkoop en lening op afbetaling, zoals door de wet geregeld, zijn de in de artikelen 1 en 2, eerste lid, bedoelde lonen en wedden slechts voor een vijfde voor overdracht vatbaar. De lonen en wedden van de niet ontvoogde minderjarige kinderen zijn totaal onvatbaar voor overdracht en beslag.".

Artikel 16.-

Het beding in de arbeidsovereenkomst, dat de werkgever machtigt zonder opzegging af te danken het lid van zijn personeel, wiens loon of wedde het voorwerp zou zijn van overdracht of beslag ter gelegenheid van een verkoop of lening op afbetaling, is niet bindend voor de rechter die de redenen, ingeroepen tot staving van een afdanking zonder opzegging, te beoordelen krijgt.

.../...

Artikel 17.-

...(artikel 16 van het Regeringsontwerp, onder voorbehoud van de in het advies gemaakte opmerkingen)...

Artikel 18.-

In het voorafgaande boek van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering wordt een artikel 43 ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 43 ter.- De geschillen inzake verkoop en lening op afbetaling, welke door de desbetreffende wet worden geregeld, komen voor het bevoegde gerecht van de woonplaats van de koper of ontlener.

Artikel 43 bis, II en III, is op deze geschillen toepasselijk.".

Artikel 19.-

Inzake verkoop en lening op afbetaling is de tussenkomst van een pleitbezorger niet verplicht voor de rechtbanken van eerste aanleg en de hoven van beroep; de kosten van zijn optreden worden niet begroot.

HOOFDSTUK V. - CONTROLE EN TOEZICHT.

Artikel 20.-

Aan het toezicht van het Ministerie van Economische Zaken zijn onderworpen de natuurlijke of rechtspersonen die gewoonlijk, hoofdzakelijk of in bijkomende orde :

.../...

1° ... (zie de in het advies gemaakte opmerking) ...

2° ... (zie de in het advies gemaakte opmerking) ...

3° leningen op afbetaling toestaan.

De door een bijzondere wet opgerichte of geregelde spaar- of kredietinstellingen en de door die instellingen aangenomen verenigingen, vallen niet onder dit toezicht voor de verrichtingen welke de Koning bepaalt.

Artikel 21.-

De in artikel 20 bedoelde personen mogen geen onder de toepassing van deze wet vallende verrichtingen doen, zo zij zich niet bij het Ministerie van Economische Zaken laten inschrijven.

Bij de aanvraag om inschrijving moeten een model van de gebruikte contracten en de toegepaste tarieven worden gevoegd.

De inschrijving van de aanvragen welke aan het bepaalde in het tweede lid voldoen, geschiedt ambtshalve.

Artikel 22.-

§ 1. De in artikel 20 bedoelde personen moeten de Minister van Economische Zaken onverwijld kennis geven van de wijzigingen, welke zij in de door hen gebruikte contracten en in de door hen toegepaste tarieven aanbrengen.

.../...

Aan dezelfde Minister moeten zij, op de datums en onder de voorwaarden welke de Koning bepaalt, statistische opgaven betreffende de door hen gedane verrichtingen doen toekomen.

§ 2. Zij moeten de bevoegde beambten van het Ministerie van Economische Zaken toelaten inzage te nemen van de met de cliëntele gesloten contracten en van alle met deze contracten rechtstreeks verband houdende documenten, waarvan de inzage voor het vervullen van hun opdracht nodig mocht zijn.

Artikel 23.-

De Minister van Economische Zaken wijst de beambten aan, die gelast zijn toe te zien dat deze wet wordt toegepast.

Deze beambten mogen ter plaatse kennis nemen van de in artikel 22, § 2, bedoelde contracten en documenten.

Artikel 24.-

Bij niet-naleving van het in deze wet bepaalde, met uitsluiting van artikel 22, § 2, en met name wanneer in de onder de artikelen 4 en 11 voorgeschreven vermeldingen een onnauwkeurigheid wordt vastgesteld, kan de Minister van Economische Zaken de in artikel 20 bedoelde personen voor ten hoogste een jaar het verbod opleggen, verrichtingen van verkoop of lening op afbetaling, welke aan deze wet zijn onderworpen, te sluiten.

Het verbodsbesluit moet met redenen omkleed zijn; het beschikkend gedeelte wordt in het Belgisch Staatblad bekendgemaakt.

.../...

HOOFDSTUK VI. - STRAFBEPALINGEN.

Artikel 25.-

Met gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met geldboete van 26 frank tot 10.000 frank of met één van die straffen alleen wordt gestraft hij die, misbruik makend van de zwakheden, de behoeften, de hartstochten of de onwetendheid van de koper of van de ontlener, voor zichzelf of voor een derde, in een aan deze wet onderworpen contract van verkoop of lening op afbetaling, voordelen doet verlenen klaarblijkelijk niet in verhouding tot de tegenprestatie.

Hij die gewoonlijk handelingen, welke de in het eerste lid bepaalde misdrijven uitmaken, pleegt, kan daarenboven veroordeeld worden tot het verbod, voor een tijdperk van ten hoogste drie jaar, een aan deze wet onderworpen verkoop of lening op afbetaling te sluiten, zelfs voor rekening van een ander. Voor dezelfde duur kan bovendien worden bevolen de gehele of gedeeltelijke sluiting van de inrichting waar het misdrijf is gepleegd.

De rechter bij wie de burgerlijke vordering is ingesteld, kan op verzoek van de benadeelde partij de verplichtingen van de koper verminderen tot de contantverkoopprijs van het voorwerp en die van de ontlener tot het hem werkelijk uitgekeerde bedrag, met dien verstande dat zij het voordeel van de termijnbetaling behouden.

.../...

Artikel 26.-

Hij die rechtstreeks, onrechtstreeks of door een tussenpersoon gewoonlijk een aan deze wet onderworpen verrichtingen van verkoop of lening op afbetaling doet zonder zich bij het Ministerie van Economische Zaken te hebben laten inschrijven of die zodanige verrichtingen doet ondanks het verbod van het bestuur of van de rechter, of hij die het bevel tot sluiting van de inrichting niet nakomt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met geldboete van 26 frank tot 50.000 frank, of met één van die straffen alleen.

De rechter kan daarenboven het definitief of tijdelijk verbod uitspreken, een aan deze wet onderworpen verrichtingen van verkoop of lening op afbetaling te doen.

Artikel 27.-

Boek I van het Wetboek van Strafrecht, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, is van toepassing op de in deze wet bepaalde misdrijven.

HOOFDSTUK VII. - INWERKINGTREDING.

Artikel 28.-

Deze wet is alleen op de na haar inwerkingtreding gesloten contracten van toepassing.

De Koning bepaalt de datum waarop de artikelen 20 tot 24 van deze wet in werking treden.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
	M.SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	J.VAUTHIER,	assesseurs de la section de législation,	
	L.FREDERICQ,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Finances.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Financiën.

Le 1954.

De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.